

N° PC 038 130 19 10016
M01

Demande déposée le 28/10/2021 et complétée le 25/01/2022 et le 04/02/2022	
Par :	SARL M. MEUBLES représentée par Monsieur SERRE Eric
Demeurant à :	Avenue Aristide Briand 38260 LA COTE ST ANDRE
Sur un terrain sis à :	100 Avenue Aristide Briand 38260 LA COTE-SAINT-ANDRE 130 AY 31
Nature des Travaux :	Réaménagement bâtiment industriel

Surface de plancher antérieure :
2085,98 m²

Surface de plancher démolie :
4,82 m²

Surface de plancher nouvelle :
2081,16 m²

Le Maire de LA COTE-SAINT-ANDRE

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 26 novembre 2019;

VU la Modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 13 décembre 2021;

VU le permis de construire n°PC 038 130 19 10016 accordé le 4 novembre 2019 ;

VU la demande de permis de construire modificatif présentée le 28/10/2021 par SARL M. MEUBLES représentée par Monsieur SERRE Eric, affichée en mairie le 02/11/2021 ;

VU l'objet de la déclaration :

- pour le réaménagement bâtiment industriel ;
- sur un terrain situé 100 Avenue Aristide Briand ;

VU les pièces complémentaires réceptionnées en commune le 25 janvier 2022 (plan de masse projet, plan de masse giration, plan de masse raccordement, plan espaces verts, plan en coupe) et le 4 février 2022 (note sur les mesures d'évitement et de compensation en zone humide, mail de la DDT – service environnement en date du 28 janvier 2022) ;

VU l'avis d'ENEDIS pour l'électricité en date du 25 novembre 2021 ;

VU l'avis du SDIS -Service prévention en date du 9 décembre 2021 ;

VU l'avis de Bièvre Isère Communauté- Direction environnement pour l'eau potable et l'assainissement en date du 9 novembre 2021 ;

Les modifications portent sur :

- **L'aménagement de la zone de stationnement et modification de l'accès à la parcelle.**
- **La modification de l'aménagement de la surface de vente et des issues de secours.**
- **La création d'ouverture en façades, la modification de la couleur des menuiseries et du bandeau périphérique.**
- **La suppression du local poubelle.**
- **La création d'une rampe de quai.**

ARRETE

Article 1 : Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Article 3 : Les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

LA COTE-SAINT-ANDRE,

Le 17/03/2022

L'Adjoint délégué à l'Aménagement
Urbain, à l'Urbanisme et aux Mobilités

Gilles EMPTOZ



Observation :

Une autorisation de travaux devra être obtenue pour les modifications apportées sur l'aménagement du tènement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission, le 21/03/2022

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE :** Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- **AFFICHAGE :** Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*)

ASSURANCE DOMMAGE-OUVRAGES : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L 242-1 et suivants du code des assurances.